



HAL
open science

Anne-Laure Briatte-Peters, Citoyennes sous tutelle: le mouvement féministe “ radical ” dans l’Allemagne wilhelmienne, Berne, Peter Lang, 2013, 461 p.

Agathe Bernier-Monod

► **To cite this version:**

Agathe Bernier-Monod. Anne-Laure Briatte-Peters, Citoyennes sous tutelle: le mouvement féministe “ radical ” dans l’Allemagne wilhelmienne, Berne, Peter Lang, 2013, 461 p.. Genre & histoire, 2013. hal-02143899

HAL Id: hal-02143899

<https://normandie-univ.hal.science/hal-02143899>

Submitted on 29 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Agathe Bernier-Monod : **Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle: le mouvement féministe « radical » dans l'Allemagne wilhelmienne*, Berne, Peter Lang, 2013, 461 p., Genre & histoire : [12-13 | Printemps-Automne 2013 : Réseaux de femmes, femmes en réseaux](#)**

Cet ouvrage, adapté de la thèse soutenue par Anne-Laure Briatte-Peters en 2011, vient combler une lacune historiographique majeure de la recherche sur les féminismes allemands en proposant la première monographie dédiée à l'aile « radicale » du mouvement féministe bourgeois.

Cette étude poursuit le projet ambitieux de présenter un mouvement minoritaire mais qui embrassa des combats multiples et accueillit de fortes personnalités, à l'instar de ses dirigeantes, Mina Cauer, Anita Augspurg et Lida Gustava Heymann. L'auteure entend ici identifier « la matrice » de ce mouvement pluriel en insistant sur son rapport au politique. En effet, les « radicales » se distinguaient de leurs homologues modérées en exigeant que le mouvement cesse de se limiter aux seules activités caritatives pour devenir véritablement féministe et politique. L'autodénomination de « radicales » se référait à leur volonté de traiter les problèmes à la « racine » en tentant d'éradiquer leurs causes. Convaincues que la question féminine était indissociable des questions économiques, sociales et politiques, ces militantes forgèrent un projet global de réforme de la société.

Comme l'indique le titre, bien que privées de droits politiques, les dirigeantes féministes « radicales » se comportaient déjà en citoyennes, exploitant au maximum la marge de manœuvre qui était la leur, en vue de s'imposer comme sujets politiques à l'égal des hommes. Elles assistaient aux sessions parlementaires, hantaient la bibliothèque du Parlement, faisaient parvenir des pétitions au Reichstag. Pour l'auteure, ces activités démontrent que les « radicales » eurent tendance à surestimer l'importance du Parlement au sein du régime autoritaire qu'était l'Empire. Supposer le caractère représentatif du régime wilhelmien revenait toutefois à appeler de leurs vœux l'avènement de la démocratie en Allemagne.

Cet ouvrage entend reconstituer la mobilisation de ce mouvement social et politique sur une période de 25 ans. L'auteure distingue ici trois grandes phases de développement. Lors de la phase de constitution, de 1888 à 1899, la *Frauenwohl*, organisation « radicale » pionnière, porta un grand nombre de revendications, allant de l'instruction des jeunes filles à l'abolition de la réglementation de la prostitution, en passant par la lutte pour la réforme du code civil. Les activistes se mouvaient alors encore principalement à l'intérieur de l'organisation faîtière

du mouvement des femmes, l'Union des associations féminines allemandes (*Bund deutscher Frauenvereine, BDF*), qu'elles espéraient réformer.

De 1899 à 1908, les « radicales » connurent un âge d'or et bénéficièrent d'une grande visibilité dans l'espace public. Elles tentèrent de s'ériger en acteurs de la vie politique, notamment par la création de la Confédération des associations progressistes de femmes (*Verband fortschrittlicher Frauenvereine*). Leur volonté d'opérer des alliances se solda globalement par des échecs. Si quelques succès couronnèrent leur tentative d'influencer le BDF – qui accepta en 1902 de reconnaître la position abolitionniste et de promouvoir le droit de vote –, le plan de réorganisation de 1905 de l'organisation modérée et l'entrée en son sein de l'Union allemande des Femmes protestantes (*Deutscher Evangelischer Frauenbund*) en 1908 marquèrent un tournant conservateur dans son évolution. Le rapprochement avec les ouvrières s'avéra également peu fructueux : Tandis que les meneuses socialistes surveillaient jalousement leurs protégées, les « radicales » semblent ne pas s'être réellement intéressées aux besoins des ouvrières. Enfin, le rapprochement avec les libéraux de gauche conduisit également à une désillusion. Les « radicales » s'indignaient du manque de professionnalisme de ces hommes politiques et se heurtaient à leur hostilité au droit de vote des femmes, lesquelles devaient, selon eux, encore démontrer leur maturité politique.

De 1908 à 1919, isolée et sans pouvoir, l'aile « radicale » se vit en outre déchirée par des conflits interpersonnels. Pour Anne-Laure Briatte-Peters, les dirigeantes commirent surtout deux erreurs stratégiques cruciales : elles privilégièrent d'abord la seule revendication suffragiste, qui entra rapidement dans l'impasse ; elles refusèrent ensuite d'inciter les Allemandes à investir les partis, alors que la nouvelle loi sur les associations de 1908 le leur permettait. La Première Guerre entraîna enfin une mutation de leur engagement, les incitant à rallier la cause pacifiste.

L'épilogue « Que sont les « radicales » devenues ? » retrace les dernières années des dirigeantes, années qui correspondent à un retrait du mouvement féministe au profit de la cause pacifiste. Minna Cauer mourut en 1919, après avoir, au soir de sa vie, pu assister à la concession du suffrage féminin par les socialistes. Partisanes de la république des Conseils de Bavière de 1918-1919, Lida Gustava Heymann et Anita Augspurg ne reconnurent jamais la légitimité de la République de Weimar et suivirent l'actualité politique de l'Allemagne en position d'observatrices extérieures. Il est quelque peu ironique que les plus ardentes défenseuses de la participation politique des femmes n'aient pas contribué à la fondation des bases de la première république allemande.

Les apports historiographiques de cet ouvrage sont très nombreux. L'évocation des relations entre l'aile radicale et le mouvement des femmes socialistes est notamment l'occasion de battre en brèche certaines idées reçues. Ainsi, Clara Zetkin, dirigeante du mouvement prolétaire féminin, a été moins catégorique qu'on ne le croit dans la mise en œuvre de sa doctrine de « séparation nette » (« *reinliche Scheidung* ») entre mouvements des femmes bourgeois et prolétaire. A l'inverse, Lily Braun-Gizycki, habituellement présentée comme une médiatrice, s'est opposée avec virulence aux contacts entre « radicales » et ouvrières. Anne-Laure Briatte-Peters parvient en outre à échapper à l'idéalisation dont Cauer, Heymann et Augspurg font habituellement l'objet en révélant leurs erreurs stratégiques et leurs querelles intestines.

En conclusion, ce titre agréable à lire, au style élégant et précis, livre au public francophone la synthèse d'un pan passionnant de l'histoire du premier féminisme allemand.